Mercredi 14 février 1979 – No 1 030

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

# l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Les dangers de guerre s'amoncellent

ALORS que Khomeiny prenait le pouvoir à Téhéran en s'appuyant sur les aspirations populaires, les mass-médias ont braqué leurs projecteurs, bien sûr, sur la « bataille de Téhéran » menée par la population et une bonne partie de l'armée.

Mais ils ont aussi mis en évidence le spectaculaire recul américain que représente le départ, qui semble maintenant définitif, du Shah.

L'Iran a constitué pendant des années un point fort de l'influence des USA dans la région. Une région d'une importance stratégique majeure tant par sa richesse propre en pétrole, que par sa position géographique entre l'URSS et le Moyen-Orient instable, recélant lui-même des richesses pétrolières fabuleuses et convoité également par l'URSS.

C'est bien pour cela que les USA ont favorisé l'accumulation par le régime iranien d'un arsenal militaire impressionnant. Or, ne voilà-t-il pas qu'ils sont contraints de se replier, selon l'expression consacrée, sur des « positions préparées à l'avance » pour reconstituer une deuxième ligne de défense prenant appui notamment sur l'Arabie Saoudite.

Cela témoigne de leur inquiétude face aux possibilités de manœuvres que l'Union soviétique ne va pas manquer d'exploiter. Qu'on se souvienne des appels à la lutte armée que le parti Toudeh, inféodé à Moscou, a lancé parmi les premiers, ainsi que des escarmouches plus fréquentes ces derniers temps aux frontières entre l'Iran et l'Afghanistan.

Plus que jamais peut-être cette région demeure l'un des points chauds du globe dans la confrontation indirecte qui oppose les deux superpuissances.

Force est de constater que ce n'est pas le seul, loin de là. En Asie du Sud-Est c'est avec le soutien des Soviétiques que le Vietnam a envahi le Cambodge. C'est avec leur assentiment et leur approbation qu'il menace la Chine et se livre à son égard à de multiples provocations.

Là aussi, l'URSS cherche à prendre position dans un lieu stratégique, le détroit de Malacca qui commande le passage des flottes entre deux océans et peut permettre de contrôler notamment les approvisionnements en matières premières du Japon.

Des points chauds, il y en a bien d'autres, en Afrique notamment. Ainsi, la guerre fait toujours rage en Erythrée où un peuple qui lutte pour la liberté affronte les troupes du Pacte de Varsovie dirigées par des Soviétiques.

Ces foyers de guerre locaux qui s'accumulent portent tous la marque de la rivalité entre les superpuissances, et de la position offensive sur laquelle se trouve placée maintenant l'URSS pour exiger le repartage du monde à son profit. Ils témoignent de l'accroissement des facteurs de guerre dans le monde, du danger toujours croissant de l'éclatement d'une troisième guerre mondiale.

On doit se préparer à une telle éventualité et s'attacher à en retarder l'échéance. Le soutien aux peuples et pays qui luttent pour préserver leur indépendance face aux entreprises des deux superpuissances et en premier lieu de l'URSS y contribue grandement.

Voilà ce qu'a tenu à souligner avec force la 6e session du Comité central du PCML lorsqu'elle a examiné récemment les nouveaux développements de la situation internationale.

*Jean QUERCY*

# Carter, Brejnev : *Votre Iran m'intéresse*

LES USA comme l'URSS se sont empressés de reconnaître le nouveau gouvernement iranien dirigé par Khomeiny. L'un comme l'autre déclarent vouloir établir de bons rapports avec lui. En même temps, les manœuvres occultes vont bon train et les USA marquent le coup en préparant une deuxième ligne de défense, plus au Sud, face aux ambitions soviétiques. Point chaud du globe, l'Iran reste plus que jamais un enjeu que vont continuer à se disputer les deux superpuissances à coups de sourires diplomatiques... et de préparatifs militaires.

(Voir article page 2)

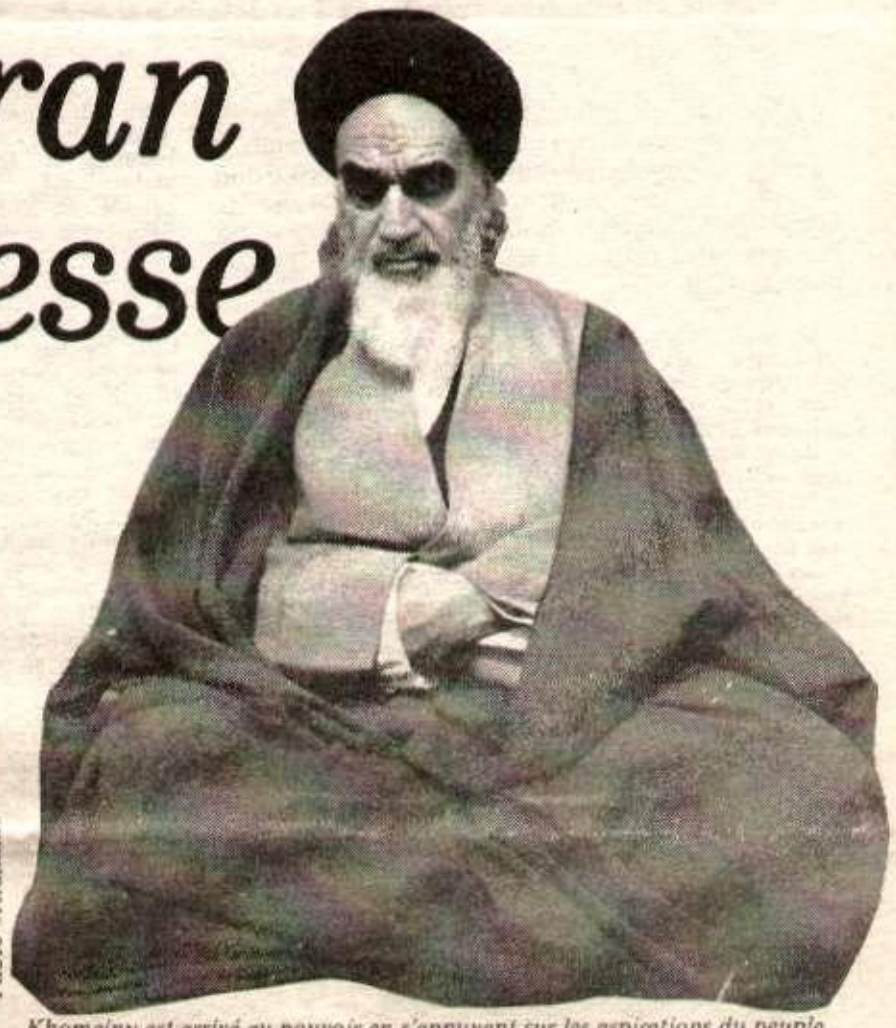


Photo « Aldinlik »

*Khomeiny est arrivé au pouvoir en s'appuyant sur les aspirations du peuple iranien à la liberté et à l'indépendance. Mais quelle sera son attitude face aux convoitises de l'URSS et des USA ? Tiendra-t-il les promesses qu'il a prodiguées avec tant de largesse ? C'est de cela que le peuple iranien jugera.*

## Les grévistes de la SFP passent à l'action

A LA SFP, le programme de la semaine s'annonce chargé... pour les dirigeants des sociétés de télévision et le gouvernement : ce mardi, la CGT des chaines et des radios appelle (enfin !) à la grève et les deux syndicats ont déjà appelé à l'intensification de la lutte. De plus, le soutien commence dans le secteur privé de l'audiovisuel.

Toute la fin de la semaine dernière avait été une préparation à l'importante journée de lundi.

Vendredi matin, à l'annonce de la tentative de suicide d'un travailleur de la SFP se sentant menacé par les licenciements, les grévistes étaient montés dès son arrivée au bureau de Clermont-Tonnerre et l'avaient retenu une heure dans son bureau : jusqu'à ce qu'il annonce qu'aucune liste nominative de licenciements n'existait.

Autre action ce jour-là : un groupe d'une centaine de personnes étaient allées exiger à Europe 1 le droit de répondre aux calomnies diffusées le matin par Etienne Mougeotte sur les travailleurs de la SFP.

Ce groupe n'avait quitté le hall d'Europe 1 qu'après l'engagement de cette radio d'accorder trois minutes aux grévistes de la SFP au journal de 19 heures, ce qui fut fait.

Les grévistes, sur place tout le week-end, pouvaient s'organiser pour la journée du lundi où le représentant du gouvernement, Clermont-Tonnerre, devait légaliser les 754 licenciements devant le comité d'entreprise, aux Buttes Chaumont.

Les grévistes lui ont réservé un accueil à la hauteur : une centaine de personnes envahissaient la salle du comité aux cris de *« Pas un seul licenciement » !, « Licencions Clermont-Tonnerre !, Clermont-Tonnerre, dehors ! »*.

Le comité d'entreprise n'a donc pas pu siéger et Clermont-Tonnerre décidait de partir. Il y eut alors une petite poursuite dans les couloirs où les travailleurs le ratrappaient avant qu'il s'enferme dans son bureau avec son flic de sécurité. Sous l'insistance pressante des grévistes, il a fini par accepter de descendre s'expliquer devant l'assemblée d'environ 1 500 grévistes.

Pendant une heure, il a été la vedette de cette assemblée et des caméras des grévistes qui ont enregistré toutes les réponses aussi embarrassées que contradictoires qu'il a pu faire sur le bien-fondé de ces licenciements.

Jamais, les cameramen, ingénieurs du son, développeurs de films, monteurs n'avaient été aussi vite pour faire un film où tous les grévistes, non seulement de la SFP, mais aussi des autres sociétés issues de l'ORTF, peuvent se payer la tête de Clermont-Tonnerre entouré par les grévistes, harcelé de questions embarrassantes.

Ils ont même envoyé ce film en faisceaux hertziens servant à l'eurovision, pour leurs camarades techniciens des télévisions étrangères.

Evidemment, tout n'a pas été aussi bien. L'après-midi, se déroula une manifestation extérieure, devant l'Empire où devait siéger le conseil d'administration et, en soirée, se dérouler le spectacle donné par le soutien des artistes et réalisateurs ; les 200 manifestants détachés des Buttes-Chaumont pour cette action ont trouvé devant l'Empire environ 800 flics, CRS, etc. le rapport de force n'étant pas bon, tout le monde est retourné au Buttes-Chaumont avec un reportage de plus pour le film de la grève...

*(à suivre).*

Le PCF et la Chine

**Pour rétablir quelques faits**

(Voir article page 5)

A partir de ce numéro, une série de dossiers sur la situation en Lorraine en page 8

Après leur défaite en Iran

# Une nouvelle stratégie américaine dans la région ?

**AVEC la chute du Shah, l'impérialisme américain vient une nouvelle fois, après le le Cambodge et le Vietnam, après l'Ethiopie, de subir une défaite majeure au niveau de sa stratégie mondiale de superpuissance. Par rapport à celle-ci, l'Iran occupait en effet une place considérable.**

De par sa position géographique, l'Iran se situe en tampon entre l'URSS au Nord et le Moyen-Orient au Sud et à l'Ouest.

Entre les appétits croissants du social-impérialisme et les fabuleuses richesses pétrolières d'Arabie saoudite et des Emirats.

Entre les manœuvres du Kremlin et la situation troublée et instable qui prévaut au Moyen-Orient, sur les bords de la Méditerranée.

Un Etat iranien fort, puissamment armé et allié privilégié des Etats-Unis, était pour ces derniers une sérieuse garantie de calme et de stabilité favorable à leurs intérêts dans la région. A Oman, par exemple, l'armée iranienne n'avait pas hésité à intervenir directement contre un soulèvement populaire méritant pour cela l'appellation de «gendarme» de la région.

## LIMITER LA CASSE

Bien sûr, les USA n'ont certainement pas renoncé à toute influence dans le pays. Ils ont encore de sérieux atouts, notamment dans l'armée.

Il est certain, cependant, que le gouvernement installé à l'issue d'une année de lutte populaire contre le Shah et l'impérialisme yankee ne pourra plus avoir avec celui-ci les rapports qu'entretenait la monarchie. Il ne s'agit plus pour Carter aujourd'hui que de «limiter la casse».

Au niveau de la région, il lui faut donc reconstruire d'urgence une «deuxième ligne» capable, pour les Américains, de reprendre le rôle que l'Iran ne pourra vraisemblablement plus jouer. Pour ce faire, l'administration Carter a un plan dont elle ne fait d'ailleurs pas mystère : il s'agirait de créer une alliance entre l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Jordanie et... Israël. C'est dans ce sens, en particulier, qu'il faut interpréter l'acharnement de Carter à relancer les négociations de paix entre l'Egypte et l'Etat sioniste d'Israël, un « Camp David II ».

Pour la superpuissance américaine, cette solution serait en effet séduisante. Nul ne peut dire comment va évoluer la politique étrangère de la fédération naissante entre l'Irak et la Syrie, pas plus que celle de l'Iran. Cette barrière ainsi créée constituerait donc un verrou entre cette région instable et le continent arabo-africain et son pétrole, un blocage dans la dangereuse avancée du social-impérialisme.

C'est là pourtant une chimère d'impérialistes que d'escompter sur cette union. C'est ne pas tenir compte de la plus élémentaire réalité : il est évident que les pays arabes sont au premier chef menacés par les entreprises du social-impérialisme et que nombre d'entre eux en sont conscients. La volonté de l'Arabie Saoudite de se doter d'un système de défense puissant et indépendant par le biais d'une industrie inter-arabe d'armement en est la preuve.

Il est évident aussi, cependant, que l'espoir des Américains d'unir dans une même alliance des pays arabes et Israël est un rêve sans fondement qui ne peut, en dernier ressort, qu'avoir l'effet inverse de celui escompté.

Regardons les faits : Une année de négociations autour des accords de Camp David a prouvé que l'Etat sioniste n'était en aucun cas décidé à renoncer à sa politique expansionniste de colonisation. Le tout récent projet de statut des territoires occupés le confirme. D'un autre côté, le gouvernement égyptien n'a toujours pas effectué la capitulation attendue par Carter. L'Arabie Saoudite et la Jordanie ont, pour leur part, nettement condamné ces négociations.

En dernière analyse, on peut dire qu'elles ne peuvent avoir comme effet que de renforcer l'influence du social-impérialisme dans les milieux arabes et palestiniens, par réaction à ce qu'ils considèrent comme une « trahison fomentée par Carter ». Le sommet de la fermeté en a été lui aussi la preuve.

## CONDAMNÉS A DE NOUVELLES DÉFAITES

La contradiction apparait donc insoluble pour l'impérialisme américain. D'un côté, il n'est pas question de lâcher l'allié sioniste (qui pourrait d'ailleurs fort bien dans ce cas se tourner vers Moscou), d'un autre côté, les pays arabes n'accepteront jamais une alliance avec cet Etat oppresseur du peuple palestinien.

En recul sur tous les fronts, en recul en Iran, les Américains, de par leur situation d'impérialisme sur la défensive, sont donc condamnés, à plus ou moins long terme, à de nouvelles défaites dans la région, et cela indépendamment de toutes leurs tentatives de dernière minute.

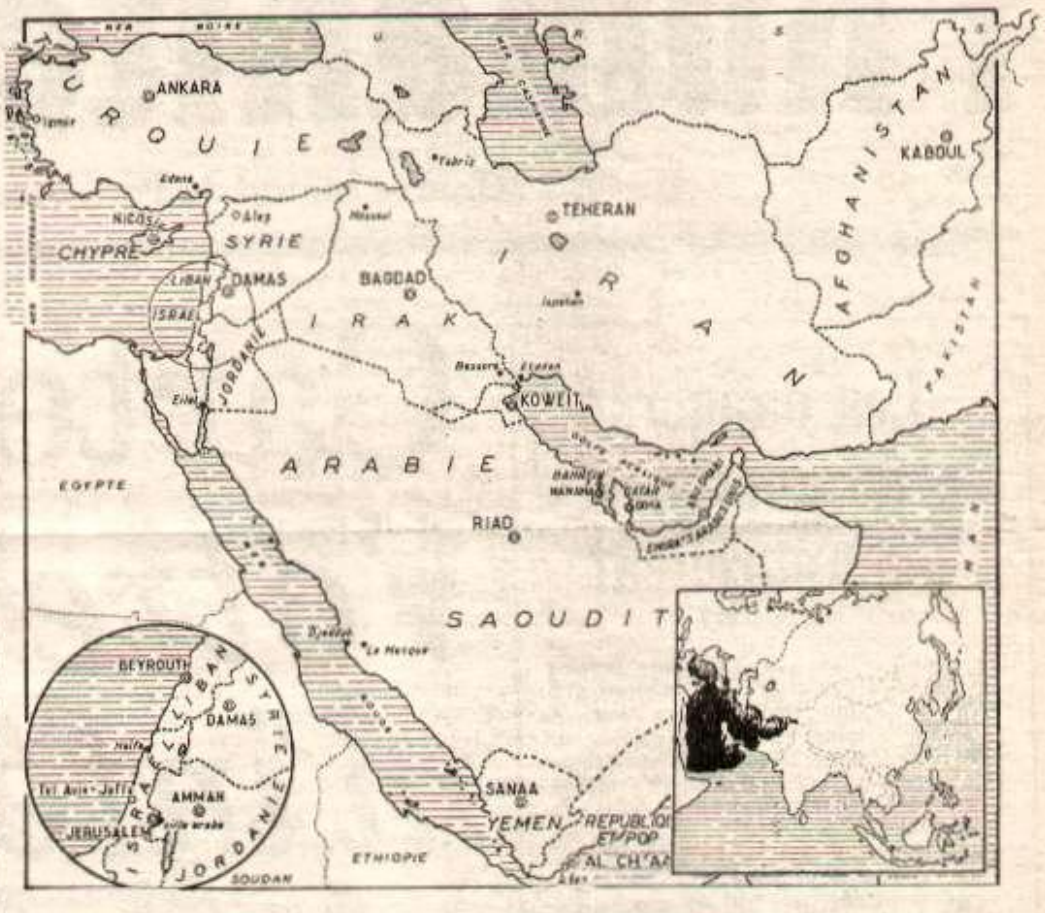
Pour le social-impérialisme, cette situation est évidemment favorable. L'histoire récente montre que, partout où l'impérialisme US a été chassé, L'URSS a tenté, et souvent avec succès, de le remplacer, par des intrigues ou par la force (il est cependant encore trop tôt pour juger si le formidable mouvement populaire iranien en cours mettra en échec ses prétentions).

Aussi longtemps que la situation dans la région restera troublée, Moscou aura beau jeu d'infiltrer ses pions et d'avancer ses positions.

Or, le principal facteur de guerre dans la région, c'est sans aucun doute le sionisme et l'expansionnisme de l'Etat d'Israël qu'utilisent, de manières différentes, l'une comme l'autre des superpuissances.

Seule la victoire définitive du peuple palestinien pourra y ramener la paix et une stabilité indispensables face aux visées de l'impérialisme aujourd'hui le plus dangereux, le social-impérialisme soviétique.

*Serge FOREST*




*Le verrou que constituait l'Iran dans la politique américaine dans la région, ayant sauté, Carter songe aujourd'hui à créer une « deuxième ligne » au niveau de l'Arabie Saoudite. De la politique à venir de l'Iran comme de la future fédération entre la Syrie et l'Irak, on ne sait encore rien.*

# Les cartes de l'URSS en Iran

**TOUT pays qui connait de graves troubles internes attire les puissances impérialistes qui espèrent en tirer profit. L'Iran, loin de faire exception, présente un attrait bien particulier étant donné sa position stratégique. L'URSS en tant que superpuissance impérialiste elle non plus, ne fait pas exception à la règle et a mis et met toujours tout en œuvre pour amener ses pions en Iran et retourner la situation à son profit.**

N'étant pas à l'initiative, son but était de tenter de noyauter le mouvement populaire ou tout au moins d'en prendre la direction par l'intermédiaire de ses serviteurs. Ses serviteurs en question, c'est le parti Toudeh qui a lancé à partir de l'Allemagne de l'Est, un appel à la lutte armée peu après que le Shah soit parti. Mais l'influence de ce parti n'est pas à la hauteur des ambitions soviétiques et l'URSS, décidée à ne pas rester les deux pieds dans le même sabot, s'est alors décidée soudainement à soutenir Khomeiny, ne lésinant pas sur les hommages en faveur de l'ayatollah alors que peu de temps avant, la *Pravda* en parlait à peine et dans des termes peu favorables.

Plusieurs faits ont montré qu'elle a tenté à diverses reprises de s'infiltrer dans le mouvement religieux lui-même. Parmi ces faits, on peut rapporter la création d'une radio clandestine. Celle-ci a commencé d'émettre en août 1978. Entre deux versets du Coran, elle donnait les recettes des cocktails Molotov et énonçait les bienfaits de la lutte armée. En fait, cette radio pirate n'était autre qu'une annexe de *Radio Bakou* installée en URSS.

Pendant ce temps, la radio officielle affirmait et affirme toujours, malgré sa soudaine sympathie envers Khomeiny, son soutien au parti Toudeh.

Ce double jeu, l'URSS va encore le poursuivre aujourd'hui. Dans un premier temps, il est fort probable qu'elle fera tout son possible pour faire pression sur le nouveau gouvernement iranien. Mais elle continuera d'aider le parti Toudeh qui, si le gouvernement mis en place par Khomeiny s'en tient, comme il promet de le faire, à une stricte indépendance, pourra resservir à l'occasion pour créer des troubles servant les intérêts de l'Union soviétique.

*E.L.G.*

*La chute définitive du régime du Shah constitue une nouvelle défaite pour l'impérialisme américain. L'URSS par contre, joue tous les atouts afin de se saisir de ce pays qui joue le rôle de verrou pour son expansion dans la région.*

# LE MONDE EN MARCHE

Israël présente son plan d'autonomie pour les territoires occupés

## Une colonisation accrue

AU moment où les USA viennent d'annoncer des négociations de Camp David entre Egyptiens et Israéliens, le gouvernement sioniste israélien vient de rendre public son plan pour « l'autonomie des territoires occupés depuis 1967 ». Un rapport sur *« l'autonomie administrative pour les Arabes de Judée, de Samarie et du territoire de Gaza »* —, c'est ainsi que les sionistes appellent ces territoires —, vient en effet d'être remis à Begin, officiellement pour être discuté par le gouvernement. En fait, ce rapport de trois cents pages qui a été préparé par les secrétaires des différents ministères et par des représentants de l'armée reflète tout à fait le point de vue du gouvernement Begin sur ce problème.

La radio israélienne qui l'a présenté, a précisé qu'il s'agissait d'une autonomie qui s'appliquait *« non pas aux terroristes, mais à leurs résidents arabes »*. Ce préambule annonce clairement la couleur : il n'est pas question de remettre en cause la domination sioniste sur la région. Tout au plus accepte-t-on de laisser une vague administration à ses habitants arabes, considérés de fait comme étrangers sur leurs propres terres ? Sinon, comment pourrait-on dissocier ainsi le pays et ses habitants de toujours ?

Parmi les points saillants de ce projet, on peut relever que :

— L'Etat sioniste continuera à superviser l'ensemble des ressources en eaux. En clair cela veut dire que c'est lui qui commandera la totalité du développement agricole de la région, pouvant, par là-même, empêcher les paysans arabes de subsister et par contre *« permettre à Israël de poursuivre la création de points d'implantations juives »*.

— La source d'autorité pour les territoires continuera à être l'armée israélienne.

— L'autorité d'autogouvernement arabe pourra avoir sa propre police, mais l'armée israélienne reste responsable de la *« sécurité intérieure »*

— L'Etat sioniste garde la souveraineté sur les terres domaniales (environ un quart) et les implantations de nouvelles colonies sionistes y sont autorisées.

— La censure militaire sur la presse reste en vigueur.

— Les résidents arabes devront choisir entre la nationalité israélienne et jordanienne (alors que leur immense majorité est de nationalité palestinienne).

Ce plan d'autonomie est en fait une tentative de légalisation de l'occupation sioniste sur les territoires occupés. Tout, dans ce projet, va dans le sens d'une politique d'implantation de nouvelles colonies sionistes dans les territoires occupés. L'OLP avait d'ailleurs rejeté par avance tout plan de ce type qui viserait à perpétrer la domination sioniste des territoires occupés sous quelque forme que ce soit.

*Serge FOREST*

# Les occupants vietnamiens au Cambodge ont des problèmes de ravitaillement

LA radio du Kampuchea démocratique a indiqué lors d'une émission, lundi 13 février, que les agresseurs vietnamiens sont confrontés à toutes sortes de difficultés, en particulier au niveau de l'approvisionnement car les lignes de transport sont coupées par l'armée et la population du Cambodge.

L'armée vietnamienne, éloignée de ses bases arrière a des difficultés à recevoir des céréales, d'autant plus que les dernières récoltes et les réserves de riz ont été soigneusement cachées avant l'invasion pour échapper au pillage. Dans certains cas, les occupants vietnamiens ont été complètement coupés du reste de leur armée, si bien qu'ils ont dû être ravitaillés par parachutage. C'est le cas au nord-Ouest du pays où les agresseurs vietnamiens sont retranchés dans la ville de Sisophon. Les patriotes cambodgiens ont détruit des routes et des ponts ferroviaires et coupé des lignes de transports, causant ainsi de sérieuses difficultés au service logistique de l'ennemi.

Sur le terrain diplomatique, la lutte se poursuit également. C'est ainsi que dans un message adressé à l'ONU, le gouvernement légitime du Kampuchea démocratique, dirigé par le premier ministre Pol Pot, met en garde contre les tentatives du Vietnam de faire reconnaitre le gouvernement fantoche installé à Phnom Penh. Mais indique le message *« tous les pays épris de paix, de justice et d'indépendance ainsi que les Nations-Unies ont percé à jour ces manœuvres et ont refusé de reconnaître l'administration vietnamienne à Phnom Penh. Le gouvernement du Kampuchea démocratique apprécie hautement cette juste position et il est convaincu qu'elle sera maintenue parce qu'elle apporte une contribution importante à la sécurité, à la stabilité et à la paix en Asie, dans le Pacifique et dans le monde entier »*.

# En 3 semaines, 70 chinois ont été tués ou blessés par soldats vietnamiens

LES incidents se multiplient à la frontière sino-vietnamienne. Dimanche, trois nouveaux gardes-frontières chinois ont été tués et sept ont été blessés par l'explosion de trois mines enfouies en territoire chinois par des agents armés vietnamiens.

Qui plus est, juste après, des Vietnamiens en armes qui occupaient plusieurs collines chinoises ont ouvert le feu à la mitrailleuse lourde et légère sur une unité de gardes-frontières chinois et ont tué deux soldats. Les autres soldats chinois ont fait usage de leur droit de défense et ont repris les collines aux envahisseurs vietnamiens.

Le même jour, à 10 h 50, plusieurs dizaines de Vietnamiens en armes ont brusquement ouvert le feu à la mitrailleuse sur les gardes-frontières chinois, dans la région d'Aidian. Les tirs ont duré pendant plus de neuf heures. Les gardes-frontières chinois ont finalement été contraints de riposter tuant un soldat vietnamien intrus.

Devant la multiplication de ces provocations, le ministère chinois des Affaires étrangères a adressé une ferme protestation auprès du gouvernement vietnamien. Il y est précisé que du 15 janvier au 7 février, plus de 70 gardes-frontières et habitants chinois ont été tués ou blessés par le côté vietnamien. Comme l'indique la note : *« Ces derniers temps, les autorités vietnamiennes faisant la sourde-oreille aux avertissements répétés du gouvernement chinois, n'ont cessé d'envoyer un grand nombre d'agents armés dans les régions longeant la frontière sino-vietnamienne. Ceux-ci ont tiré et canonné sans retenue sur le territoire chinois ; ils y ont fait intrusion sans scrupules, recueilli des renseignements, posé des mines, placé des barricades, saboté la production. Ils ont infligé de lourdes pertes en vies humaines au côté chinois et violé gravement la souveraineté et le territoire de la Chine »*.

Pour conclure, la note chinoise précise : *« Les autorités vietnamiennes doivent mettre fin à toutes leurs provocations militaires contre la Chine, sinon, elles devront endosser la responsabilité de toutes les conséquences qui en découleront »*.

## Les auteurs de *Chinois, si vous saviez !...* réhabilités

LES enquêtes lancées par le Parti communiste chinois pour examiner tous les cas de répression commis du temps de la Bande des quatre se poursuivent. C'est ainsi que les trois auteurs d'un célèbre dazibao, poursuivis et emprisonnés en 1975 et dont nous avions annoncé la libération le 1er janvier de cette année, viennent d'être officiellement réhabilités par le Comité de parti de la province de Kwantung (Canton). Selon l'AFP, le comité provincial a décidé *« d'endosser la responsabilité »* de cette affaire et de *« faire son autocritique »*.

Connus à l'étrager pour leur pamphlet contre les violations de la démocratie du temps des « quatre », (publié en France sous le titre : *« Chinois si vous saviez... »*) les trois jeunes gens, aujourd'hui réhabilités et célébrés comme des héros dans la presse chinoise ne sont certes pas les seuls dans le même cas : c'est par centaines que l'on compte les réhabilitations de personnes injustement condamnées.

## ZAMBIE

SUITE à la visite du vice-premier ministre chinois, Li Xiannian, en Afrique, après celle de Geng Biao, les liens entre la Chine et de nombreux pays africains se sont resserrés. En même temps, devant les menaces croissantes venant de l'Union soviétique, un certain nombre de pays et leur peuple se font plus vigilants et plus jaloux de leur indépendance. C'est ainsi par exemple, qu'un journal de Zambie a dénoncé les tentatives visant à diviser et à saboter le mouvement non-aligné. L'article rappelle qu'en moins de six mois, le président yougoslave, Tito, a mis en garde à deux reprises contre la menace qui pèse sur le mouvement non-aligné et contre *« les tentatives visant à le diviser en partie progressiste et en partie conservatrice ou à l'insérer dans l'orbite d'un bloc militaire »*. Or, on sait que Moscou a plusieurs fois tenté d'attirer certains pays dans son orbite, leur décernant pour la circonstance le brevet de « progressiste ». Cuba et le Vietnam, par exemple, au mépris des principes fondamentaux du non-alignement, se sont alignés sur Moscou. L'article souligne d'ailleurs : *« Le Vietnam a signé avec l'Union soviétique un traité d'amitié et de coopération valable pour une période de 25 ans, ainsi qu'une série d'accords économiques qui attachent étroitement Hanoï à Moscou, sur le plan politique comme sur le plan économique »*.

## Lieutenant de Tito

# Edvard Kardelj est mort

EDVARD Kardelj est mort samedi à 69 ans à Ljubljana (Slovénie). Depuis l'âge de neuf ans, il participait à la lutte pour la liberté de son pays. A dix-huit ans, il adhérait au Parti communiste et devenait membre de son comité central en 1937, dans le cadre de la réorganisation du Parti dont Tito avait été chargé.

Depuis, il a toujours été un proche collaborateur de Tito et il a notamment apporté une grande contribution à la définition de la voie originale non-alignée que suit la Yougoslavie. Théoricien du régime, il était réputé pour ses fermes prises de position sur l'Union soviétique.

Avec lui disparait l'un des neuf membre de la « présidence collégiale » de la Yougoslavie, organisme mis en place par Tito pour préparer sa succession.

Le deuil national a été proclamé en Yougoslavie. On annonce également que Tito va écourter sa tournée au Proche-Orient pour assister aux obsèques de celui qui fut son plus proche collaborateur.

# Important mouvement de grève au Maroc

D'IMPORTANTES grèves se déroulent actuellement au Maroc, grèves axées essentiellement sur des revendications salariales. Ainsi les 5 000 ouvriers des mines de charbon de Djerada ont entamé leur troisième semaine de grève ainsi que les 2 000 travailleurs du bureau de recherche et de participation. Il y a surtout la grève des 60 000 instituteurs et professeurs qui ont joint à leurs revendications salariales une revendication politique : la libération de leurs collègues emprisonnés pour des raisons politiques.

Le développement des grèves depuis le début de l'année est dû à l'aggravation des difficultés économiques. Le mouvement risque de s'étendre prochainement. Les postiers ont déjà fait savoir qu'ils se mettraient en grève si leurs revendications n'étaient pas satisfaites.

## NICARAGUA

# Les USA laissent tomber Somoza

LA commission de médiation, créée en septembre dernier à la suite de l'insurrection populaire, vient d'être dissoute. Composée du Guatemala, de la République dominicaine et des Etats-Unis, cette commission avait pour but d'assurer le dialogue entre le dictateur Somoza et l'opposition modérée regroupée au sein du FAO (Front de l'opposition élargie). En fait, son objectif était de préparer en douceur le départ de Somoza et le remplacement de celui-ci par un gouvernement modéré. Somoza refusant de partir, la commission constatant son échec s'est dissoute.

Parallèlement les USA ont annoncé qu'ils supprimaient toute aide militaire au Nicaragua, aide qu'ils avaient simplement suspendue en septembre dernier. Cette aide militaire consistait notamment en l'octroi d'un fonds de 700 millions de dollars et en l'envoi de conseillers militaires. Par ailleurs, l'aide économique sera également suspendue à partir de la prochaine année fiscale. Les USA ont donc cette fois décidé de laisser tomber Somoza. Il ne s'agit pas là de pure philantropie. Rappelons que Carter avait soutenu Somoza quand celui-ci envoyait sa garde nationale réprimer et assassiner les insurgés par milliers. Le but poursuivi par le gouvernement américain est de limiter les dégâts en favorisant l'arrivée au pouvoir de l'opposition modérée ceci afin de tuer dans l'œuf une éventuelle insurrection populaire qui ne manquerait pas d'éclater si Somoza se maintenait au pouvoir. Une façon de préserver en partie leurs intérêts.

*Evelyne LE GUEN*

L'HUMANITÉ ROUGE – Mercredi 14 février 1979

*Dans « Holocauste » : En 1943, les juifs du ghetto de Varsovie obligés de rendre les armes : la réalité du racisme.*

TELEVISION

3 jours avant *Holocauste*

# La télé diffusait un film antisémite

**« *La terre de la grande promesse* » un titre engageant au premier abord. On a tout dit à propos de ce film polonais d'Andreï Wajda : on a parlé de Zola, de Balzac, de naturalisme, de réalisme mais très peu d'antisémitisme. C'est pourtant ce qui semble ressortir de la description et du choix des personnages. Le passage de la première partie du film, dimanche 4 février, a valu à la direction d'Antenne 2, de nombreux coups de téléphone de protestation. Qu'en est-il ?**

Le film veut décrire la montée du capitalisme en Pologne à la fin du XIXe siècle.

Dans la ville de Lodz, habitent trois hommes, un Allemand, fils d'industriel au bord de la ruine, le fils d'un propriétaire terrien sur le déclin et un juif qui fréquente les milieux de la bourse. Ils décident à eux trois de construire une filature.

Déjà dans la première partie, les juifs sont peints de façon caricaturale, toujours avides d'argent. C'est ce qui a provoqué les protestations des téléspectateurs émus et choqués au point que Zitrone en présentant la deuxième partie du film a dû les mentionner. Il a précisé qu'il ne fallait voir là dedans qu'une *« grande fresque sociale »*.

La deuxième partie est très caractéristique de l'antisémitisme. Pour monter leur usine de textile, les trois compères vont se lancer dans la spéculation sur le coton. Qui s'occupera de la spéculation ? Un juif bien sûr ! Comme si pour spéculer en bon capitaliste, il fallait être de confession israélite !

Le sommet de l'antisémitisme se trouve dans le peinture du gros industriel juif polonais Tsuker; il apprend qu'un des trois jeunes industriels est l'amant de sa femme, cette dernière va accoucher d'un enfant adultérin. Il va trouver l'industriel, lui fait jurer sur la bible qu'il n'est pas l'amant de sa femme et s'en va. Il fait quand même surveiller sa femme par un détective juif de ses amis. Quand il est bien sûr d'être trompé, au lieu de se venger ouvertement il va faire incendier l'usine du jeune industriel.

De l'usine montée par les trois patrons, il ne reste plus rien et de nombreux travailleurs périront dans les flammes atrocement brûlés. L'industriel devant son usine réduite à néant se dit : « Je n'ai plus qu'une solution, m'allier aux juifs ».

On nous montre une réception chez des juifs présentés et maquillés de façon caricaturale, les traits accusés portant calotes. Les femmes juives non plus ne sont pas épargnées dans cette « peinture ». On nous montre une femme juive, complètement débauchée qui organise des orgies. Autant dire qu'elle est peinte de façon écœurante.

Vers la fin du film, les ouvriers de l'usine se mettent en grève. On voit l'industriel qui parle au chef de la police et qui lui dit de tirer dans le tas. Ils sont entourés d'une vingtaine de personnes, une vingtaine de financiers juifs. Le financier juif a les doigts truffés de bagues, les femmes juives, elles, ont des bagues et passent leur temps à manger des gâteaux et à organiser des orgies.

## UN FILM TOURNÉ EN 1975

On pourrait situer le tournage de ce film autour des année trente, commandé par les bureaux de propagande du parti national socialiste d'Hitler à Berlin.

Mais non, détrompez-vous, il a bien été tourné en Pologne, en 1975, dans un pays qui se dit socialiste. La Pologne comptait trois millions de juifs avant la guerre, elle n'en comptait plus que quelques dizaines de milliers à la fin de la guerre. Les autres avaient été déportés ou massacrés, tout le monde connait l'affreuse tragédie du ghetto de Varsovie. Les juifs en Pologne étaient cantonnés dans des quartiers qui leur étaient réservés, la plupart des professions leur étaient interdites. Il ne leur restait que certain petits métiers comme agents de change.

La propagande antisémite aura tôt fait de grossir et de caricaturer pour transformer le petit agent de change en gros capitaliste responsable de la misère du peuple. A Varsovie, quand s'élevaient des querelles entre Galiciens et Ukrainiens, pour les réconcilier on leur suggérait une descente dans le ghetto juif. Après la Deuxième Guerre mondiale, après le génocide de six millions de juifs, dont de nombreux Polonais, on s'attendrait à ce qu'un travail d'éducation sur ce problème soit fait pour unir le peuple sans tenir compte de l'origine religieuse.

Non, bien au contraire, on réalise des films qui puent l'antisémitisme, des films dignes de la propagande nazie.

## UN FILM COMMANDÉ PAR L'ÉTAT POLONAIS

Ce film est, ne l'oublions pas, commandé par l'État polonais qui détient le contrôle strict de la production cinématographique.

La Pologne est pillée par le social-impérialisme, les ouvriers polonais se sont révoltés courageusement contre l'exploitation et leurs nouveaux maitres et contre la mainmise russe. Un tel film est fait pour diviser le peuple, retarder sa lutte. La Pologne n'est pas isolée : c'est dans tous les pays de l'Est et particulièrement en Union soviétique que la propagande antisémite est très forte. On peut voir les caricatures qui paraissent dans le journal russe *Krokodil* qui présente les juifs de la même façon que la propagande nazie.

Mais en l'occurrence, la responsabilité incombe à la direction d'Antenne 2 qui a programmé ce film. Ce qui est intolérable, juste après l'incendie de la synagogue de Drancy. Il est surprenant de lire ceci dans l'*Humanité* : *« Certains spectateurs pourraient déceler dans l'œuvre de Wajda des relents d'antisémitisme, parce que l'un des principaux personnages est juif et que l'on voit quelques juifs dans ce film sous des jours peu favorables »*.

L'*Humanité* tente de démontrer que le film ne dépeint que la naissance du capitalisme, minimisant par-là son caractère antisémite. Un hasard : Mais au fait quand les dirigeants du PCF ont-ils dénoncé l'antisémitisme en URSS et dans les pays de l'Est ?

Trois jours avant *Holocauste*, la télévision nous assène, un dimanche à 20 h 30 un film antisémite. Que signifie cette politique. C'est un bien singulier souci d'objectivité que de programmer un film antisémite puis un film dénonçant l'extermination des juifs ?

*Léon CLADEL*

*« La terre de la grande promesse », film tourné dans la Pologne de 1975. Un film qui crée le terrain du racisme.*

**Le film de Wajda a eu le prix du festival de Moscou.**

LUTTE

Lyon Vaise

## Aux établissements Gabriel, un patron « en retard de quelques siècles »

AINSI commence le tract CGT de cette usine en grève depuis une semaine. Les travailleurs veulent la semaine de 40 heures sans perte de salaire, 50 francs par mois pour compenser les retenues de Sécurité sociale, le 13e mois et l'embauche des intérimaires. Le patron refuse de négocier. Vendredi dernier, il s'est même sauvé *« il a certainement eu peur »* disent les ouvrières. En face, les travailleurs sont combatifs, ils restent devant la boite, ils n'empêchent pas certains de rentrer mais discutent au maximum. Ils bloquent l'entrée et la sortie des camions. Le patron est vexé parce qu'il ne peut pas rentrer dans son usine en voiture !

De nombreux travailleurs du quartier de Vaise sont venus soutenir les grévistes : Rhône-Isère, Black et Decker, Carrefour, Renault. Le groupe de femmes de Vaise est venu aussi apporter son soutien. Cette solidarité est vraiment encourageante.

Les établissements Gabriel fabriquent des équipements électriques. C'est un travail délicat et pénible. Parmi les 150 employés, il y a une majorité de femmes. Le client du patron, c'est l'armée et les commandes sont nombreuses. *« Il y a du travail, c'est bien pour ça qu'on en profite »*.

*Groupe presse Lyon*

Le PCF et la Chine

# Pour rétablir quelques faits

## A propos des récentes déclarations de Georges Marchais à la presse régionale

**LE secrétaire général du PCF participait jeudi dernier à un débat organisé par radio Monte-Carlo avec les journalistes de la presse régionale. Au cours de ce débat, dont on nous assure qu'il fut *« de la plus grande correction permettant ainsi de poser les questions et d'y répondre dans la plus grande clarté » (La Marseillaise)* Marchais eut l'occasion de donner son point de vue sur la Chine. La publication sur une double page dans *l'Humanité* du 9 février de cet échange de vues avec la presse, confère aux réponses de Marchais un caractère tout à fait officiel.**

**La question concernant la Chine, posée par un journaliste du *Provençal* était la suivante : *« Que penser-vous de la nouvelle politique chinoise telle qu'elle est illustrée par les voyages de M. Deng Xiaoping en Roumanie et aux États Unis? »***

**A lire la réponse, on est bien obligé de mettre en doute les brevets de sérieux et de clarté décernés à Georges Marchais par ses interlocuteurs. En effet, celui-ci, pour étayer son opinion, en est réduit à déformer les faits. Or, la première condition exigée pour qu'un débat soit sérieux, c'est qu'il s'appuie sur les faits réels. C'est ceux-là que nous essayons de rétablir ici.**

*Pierre MARCEAU*

CONSTANT VAUTRAVERS (Le Provençal) : ***Que pensez-vous de la nouvelle politique chinoise telle qu'elle est illustrée par les voyages de M. Deng Xiaoping en Roumanie et aux Etats-Unis ?***

GEORGES MARCHAIS : Pour nous, la Chine, jusqu'à preuve du contraire, est un pays socialiste dirigé par un Parti communiste, avec lequel nous n'entretenons pas de rapports, ce que nous regrettons.

Nos informations étant assez limitées, nous sommes obligés de nous en tenir à ce qui apparaît. Il semble que les dirigeants chinois s'orientent, à l'intérieur, sur la voie d'une politique plus réaliste, puisque l'on a renoncé au « grand bond en avant », à la « révolution culturelle », au « culte de Mao ». Il semble donc qu'au plan intérieur les dirigeants chinois veuillent aller dans le sens du développement de leur pays. C'est une bonne chose.

Au plan de la politique extérieure, je serai sévère. Il existe entre nous des désaccords très importants. Ainsi, les dirigeants chinois sont partisans de l'OTAN, de l'intégration européenne, de l'abandon de la souveraineté nationale. Ils entretiennent des rapports privilégiés avec Pinochet au Chili. Ils profèrent des menaces à l'égard de certains pays voisins, comme le Vietnam. Ils devraient être prudents. L'expérience a montré que d'autres ont essayé, qui avaient pourtant de l'expérience en matière de guerre coloniale, comme la France, ou des moyens militaires énormes, comme les Etats-Unis, et ils ont échoué. Autrement dit, pour être clair : qu'on ne touche pas au Vietnam, sinon se reconstituera autour de ce peuple, pour la liberté et l'indépendance du Vietnam, le large front qui s'est constitué durant les trois dernières décennies. Je pense d'ailleurs que ce front serait d'autant plus combatif qu'il serait difficilement compréhensible qu'un pays socialiste s'en prenne à un autre pays socialiste.

Enfin, il est tout à fait normal que la Chine soit maintenant reconnue au plan international — nous nous en félicitons — qu'elle ait sa place à l'ONU, qu'elle entretienne des rapports avec les Etats-Unis. Nous avons toujours milité, nous, communistes français, pour cela. Mais il serait négatif pour la Chine, pour les peuples du monde entier, qu'elle se laisse utiliser par l'impérialisme pour des buts qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs et des peuples.

pourrait utiliser à son profit un conflit entre la Chine et l'U.R.S.S. Un conflit entre la Chine et l'U.R.S.S., au plan militaire, serait obligatoirement un conflit catastrophique pour l'humanité. C'est mon sentiment. Je souhaite donc que la Chine prenne, à sa manière, la place qui doit être celle de tout pays socialiste : respecter l'indépendance et la souveraineté des peuples, agir en faveur de la paix et du désarmement : je conçois mal qu'on puisse avoir une autre politique quand on est un pays socialiste.

### Qui est responsable de la rupture ?

1 Pour commencer Marchais explique que *« pour nous, (PCF), la Chine, jusqu'à preuve du contraire, est un pays socialiste dirigé par un Parti communiste, avec lequel nous n'entretenons pas de rapports, ce que nous regrettons »*. Les regrets exprimés ici concernant l'absence de rapports entre le Parti communiste chinois et le PCF sont pour le moins ambigus. En effet, ils suggèrent à mots couverts que la rupture des relations entre les deux partis aurait été le fait du PCC *« au grand regret du PCF »*. Rien n'est moins vrai.

On se souviendra qu'à la fin des années 1950 et au début des années 1960, le mouvement communiste international fut traversé par un grand débat portant sur la stratégie de la révolution. Au cours de ce débat, les Soviétiques abandonnèrent assez rapidement l'échange d'arguments au profit d'attaques publiques et injurieuses à l'encontre des Chinois.

Thorez et la direction du PCF procédèrent de façon identique. Ainsi de décembre 1962 à février 1963, ils n'accumulèrent pas moins d'une dizaines d'articles, discours, brochures et résolutions attaquant le PCC. C'est à la suite de cela que ce dernier publia, à la fin du mois de février 1963, une réponse intitulée : *« D'où proviennent les divergences, réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades »*.

Dans ce texte qui contenait un exposé des points de vue du PCC sur les principales questions du débat en cours, les Chinois indiquaient : *« Si Maurice Thorez et les autres camarades ont le courage d'affronter les faits et croient avoir raison, ils devraient faire connaître au public les matériaux où le Parti communiste chinois expose son point de vue, notamment les articles que nous avons publiés ces derniers temps et qui ont trait aux problèmes en question, afin que tous les membres du parti communiste français, toute la classe ouvrière française connaissent la vérité et jugent eux-mêmes ce qui est juste et ce qui est faux. Camarade Thorez et les autres camarades, nous avons publié les propos et les écrits où vous nous blamez. En ferez vous autant pour nos écrits ? Aurez-vous cette largeur d'esprit que doit avoir un homme politique ? En aurez vous le courage ? »*. Ils ne l'eurent pas.

Les dirigeants du PCF persistèrent dans leurs attitudes, refusant de faire état des positions chinoises pour en débattre de manière argumentée. Emboitant le pas aux dirigeants soviétiques, ils multiplièrent les épithètes injurieuses à l'égard des camarades chinois accusés d'être *« racistes, corrompus, bellicistes »* etc. De plus les dirigeants du PCF appuyèrent, à l'époque, toutes les intrigues des soviétiques visant à exclure le Parti communiste chinois du mouvement communiste.

Si c'est cette attitude suiviste à l'égard de l'URSS indigne et ineffaçable de la direction du PCF, qui fait l'objet des regrets de Marchais, il devrait le dire clairement...

### A propos de la Révolution culturelle

2 Evoquant la politique intérieure de la Chine, G. Marchais la juge assez positivement, en commettant cependant des «erreurs» Par exemple, lorsqu'il affirme que les dirigeants chinois ont *« renoncé à la Révolution culturelle »*.

A ce sujet, nous nous permettrons de renvoyer le secrétaire général du PCF à l'étude d'un article publié dans « l'Humanité » du 2 janvier. Sous la plume de A. Roux, on peut lire : *« Le bilan essentiel de la Révolution culturelle c'est, en effet, que désormais, en Chine, on ne peut plus faire de politique sans les masses ou contre elles. Ce que confirme avec éclat l'actuelle campagne d'affiches et, bien au-delà et plus en profondeur, le vaste appel à la critique, au refus d'obéir passivement aux décisions des cadres, les garanties données aux libertés individuelles, la réaffirmation pour les citoyens chinois de leurs droits à l'affichage, à la manifestation, à la pétition, à la grève. »*

### La question de la Chine et du Chili

3 *« Je serai sévère »* déclare ensuite Marchais en abordant la politique extérieure de la Chine. *« Il existe entre nous des désaccords très importants. »* Soit, voyons lesquels.

D'après le secrétaire général du PCF, *« les dirigeants chinois sont partisans de l'OTAN »*. On comprend qu'il soit en désaccord avec une telle position, qui n'a cependant rien à voir avec la position chinoise. Celle-ci est bien connue, elle consiste à réclamer la dissolution simultanée de tous les blocs militaires et en premier lieu de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Dès lors, comment Marchais peut-il être en désaccord ?

Une telle mesure n'assurerait-elle pas une détente réelle en Europe et non point une fausse détente comme celle dont on parle depuis plusieurs années tout en accumulant des armements énormes de part et d'autre ?

4 On apprend ensuite que les Chinois *« entretiennent des rapports privilégiés avec Pinochet au Chili »*. Il s'agit là d'une vieille rengaine qui fut lancée au moment où les Soviétiques rompirent bruyamment leurs relations diplomatiques avec le Chili peu de temps après le coup d'Etat de Pinochet.

L'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et le Chili remonte à la période où S. Allende en était le président.

C'est personnellement que Zhou Enlai et S. Allende nouèrent à l'époque des relations privilégiées entre les deux pays appartenant au tiers monde et engagés dans une lutte commune contre l'impérialisme. La correspondance échangée entre les deux hommes d'Etat en porte témoignage : ainsi, cet extrait d'une lettre adressée à l'*« estimé Premier ministre et ami »* Zhou Enlai par S. Allende quelques mois avant sa fin tragique.

*« Je voudrais aussi vous remercier très profondément pour l'aide concrète que votre gouvernement nous a accordée et à laquelle votre Excellence fait allusion dans sa lettre: Nous comprenons parfaitement les obligations auxquelles est assujetti votre pays, aussi bien dans son magnifique effort pour promouvoir son développement et améliorer les conditions de vie de sa population que pour l'assistance fournie au Vietnam et aux autres peuples d'Indochine victimes d'une agression si injuste et si destructrice. Mais ce que nous apprécions par dessus tout, c'est la manifestation de solidarité révolutionnaire et humaine qu'implique l'attitude de votre gouvernement à l'égard du Chili. »* (30 avril 1973).

Lorsque, cinq mois plus tard éclatèrent les événements contre-révolutionnaires qui mirent fin au régime de S. Allende, le gouvernement chinois qui n'avait cessé d'appeler à la vigilance face aux menaces pesant sur le Chili, usa des moyens en son pouvoir pour venir en aide à ceux qui tombaient sous le coup de la répression. Ce fut le cas quand il proposa l'asile à la veuve du président Allende ou bien à l'ambassadeur du Chili en Chine. A cette époque, le gouvernement chinois rappela son ambassadeur au Chili pour ne laisser sur place qu'un fonctionnaire de second rang. Si donc G. Marchais s'en tenait aux faits, il aurait dû dire : *« Les Chinois entretiennent des rapports avec le Chili »*. Comme ils entretiennent d'ailleurs des relations diplomatiques avec toutes sortes d'Etats ( à l'exception des Etats racistes et illégaux d'Afrique du Sud et d'Israël) indépendamment de leur régime ou système social, respectant en cela de manière rigoureuse les principes de la coexistence pacifique.

Au surplus, on peut se poser la question de savoir si la rupture diplomatique bruyante opérée par les Soviétiques correspond à une attitude de principe ? On est pris d'un doute quand on examine les rapports que l'URSS entretient avec l'Argentine du général Vidéla. Et nous ne parlons pas ici des relations diplomatiques qui n'ont jamais connu le moindre refroidissement, mais par exemple du soutien politique que l'URSS apporte à Videla quand elle s'oppose à ce que la situation en Argentine soit examinée par la commission des droits de l'homme de l'ONU. L'URSS, n'hésitant pas dans cette affaire à additionner son vote à celui du représentant de Somoza, le dictateur du Nicaragua. Ou bien encore lorsque la Revue internationale (nov. 77), patronnée par Moscou, diffuse les analyses du prétendu Parti communiste argentin qui *« apprécie l'activité des partis politiques et des autres forces démocratiques et patriotes qui soutiennent d'une manière ou d'une autre les milieux dirigés par le général Videla »*, lequel est qualifié de *« militaire démocrate »*.

### Qui menace la paix ?

5 G. Marchais poursuit : les Chinois *« proférent des menaces à l'égard de certains pays voisins, comme le Vietnam »*, autrement dit, pour être clair : « qu'on ne touche pas au Vietnam » et enfin, parlant toujours de la Chine : *« Il serait difficilement compréhensible qu'un pays socialiste s'en prenne à un autre pays socialiste. »*

Ajoutons que G. Marchais ne dit pas un mot du Cambodge dans cette diatribe. Pourtant n'est-ce pas le Vietnam qui s'en prend à un autre pays socialiste : le Cambodge ? N'est-ce pas lui qui a dépassé depuis longtemps le stade des menaces pour passer à celui de l'agression brutale ? Mais comprenez bien Marchais, il ne faut pas toucher au Vietnam tandis que ce dernier a parfaitement le droit d'intervenir chez ses voisins puisque c'est au nom du socialisme et avec l'appui et la bénédiction de l'URSS.

N'est-ce pas la même logique qui fut mise en œuvre il y a plus de dix ans à Prague ?

6 Le secrétaire général du PCF qui est plein de sollicitude vis-à-vis de la Chine s'inquiète ensuite des manœuvres impérialistes dont elle pourrait être l'objet : *« Il serait négatif pour la Chine, pour les peuples du monde entier, qu'elle se laisse utiliser par l'impérialisme »*.

Concernant cette opinion, nous nous bornerons à faire remarquer que G. Marchais est un singulier observateur politique. Le commentaire à peu près unanime qui accompagna la visite de Deng Xiaoping aux Etats Unis devrait le rassurer. Il disait en substance que *« c'était plutôt la Chine qui jouait sa carte que les Etats Unis jouaient la leur »*.

Pour finir, il évoque le danger d'une guerre : *« Un conflit entre la Chine et l'URSS, au plan militaire serait obligatoirement un conflit catastrophique pour l'humanité. C'est mon sentiment. »* Partageant la même appréhension, nous lui posons la question : qui menace qui ? N'est-ce pas l'URSS qui masse des dizaines de divisions armées jusqu'aux dents aux frontières de la Chine ?

N'est-ce pas elle qui procède à un nouvel encerclement de la Chine ?

Georges Marchais conclut : *« Respecter l'indépendance et la souveraineté des peuples, agir en faveur de la paix et du désarmement »* nous concevons *« mal qu'on puisse avoir une autre politique quand on est un pays socialiste »*.

Force est pourtant de constater que l'URSS ne cesse d'avoir une autre politique et que Marchais ne cesse de la soutenir dans les faits.

*PM*

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES

# A Paris : succès du meeting de soutien

DEUX soirées étaient organisées ce week-end, la première à Aix-en-Provence (400 personnes) samedi soir et dimanche soir à la Mutualité de Paris ; là, ce sont environ deux milles personnes qui, a l'appel du comité de soutien de Paris, se sont pressées au meeting de solidarité. Ce qui est incontestablement un succès, car il n'y avait pas eu de rassemblement aussi massif depuis l'emprisonnement d'E. Siméoni.

Tout d'abord, un avocat a expliqué les conditions des détenus, que le pouvoir voulait *« réduire à néant leur statut de détenu politique »*, notamment en les dispersant et en les isolant dans plusieurs maisons d'arrêt. Le pouvoir *« veut les traiter comme de vulgaires malfaiteurs, ce qu'ils récusent absolument »*. Il a parlé également des visites faites la veille aux prisonniers, que ceux-ci se préparaient aux procès (probablement 4 ou 5 pour lasser l'opinion publique) avec sérénité, forts de leurs convictions profondes.

Après l'intervention de *« La Conculta di studenti Corsi »* (étudiants), a été lue une longue lettre des emprisonnés qui expliquent leurs motivations, leur détermination et leur confiance dans l'avenir du peuple corse.

Au cours des autres interventions (A Riscossa, Donne Corse, le comité de soutien), outre les références à l'histoire de la Corse, aux luttes du peuple pour la reconnaissance de ses droits nationaux, a été lancé un vibrant appel à la solidarité et a été stigmatisée la politique du gouvernement français.

Pour sa part, le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) avait envoyé un message de soutien au meeting et aux emprisonnés. Il dénonce à la fois l'exploitation capitaliste — subie par des millions de travailleurs — et l'oppression nationale du peuple corse. Il terminait ainsi : *« Le PCML exige le respect plein et entier du statut politique des emprisonnés et dans un premier temps leur regroupement pour que les droits de la défense puissent être assurés.*

*Dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat !*

*Solidarité entre les travailleurs et le peuple de France et le peuple Corse !*

*Liberta per tutti i patriotti !*

*Liberta per u populu corsu ! »*.

Ensuite pendant plus de deux heures, différents chanteurs et groupes culturels se sont succédés : Canta u populu Corsu, I Chjami Aghjalesi, Antoine Ciosi, E duie patrizie, Jacques Andreani, Pierre Dieghi, I Muvrini...

En participant à cette soirée, ils ont apporté un témoignage concret de solidarité et au nombreux public corse des exemples que non seulement leur culture et leur langue sont toujours vivantes, mais aussi que des jeunes ont pris la relève avec beaucoup de talent et de conviction.

S.L.

## Madame Veil en Corse

### Communiqué du PCML

LE 12 et 13 février, Mme Veil visitera la Corse et ses centres médico-sociaux. Quel audace ! Elle se rendra en Corse où le dénuement médico-social se fait si cruellement sentir juste après l'augmentation des cotisations sociales ! Peut-être va-t-elle répertorier les lits d'hôpitaux qu'elle compte supprimer ! Voici un communiqué publié à ce sujet par la section corse du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) :

*« Veil vient en Corse le 12 février dans un pays où la mortalité infantile est de 27 pour mille en Corse du Nord : taux identique à ceux de certains pays du tiers monde (contre 18 pour mille en France et 10 pour mille en Chine).*

*Veil vient en Corse pour vérifier l'application de la politique d'austérité en matière de santé (...)*

*Veil c'est aussi les restrictions que comporte la loi sur l'avortement avec encore dans de nombreux hôpitaux, l'absence de centres d'interruption volontaire de grossesse, ce qui pousse des centaines de milliers de femmes à avorter à l'étranger ou chez les avorteurs clandestins avec les risques que cela présente.*

*Veil c'est aussi l'augmentation des côtisations de la Sécurité sociale de 2 % ce qui est un véritable impôt sur les salaires, tout ça pour combler les 11 milliards de « déficit » qui ne sont pas que des dettes patronales. Nous payerons à la place des patrons. »*

## Ne vous plaignez pas des importuns, vous risquez un internement !

### Communiqué de presse

*« DANS la nuit du 24 au 25 janvier 1979, Mme Nicole Dumez, 42 ans, sténodactylo, au chômage depuis un an, licenciée d'un supermarché où elle était caissière, est internée en placement d'office à l'hôpital psychiatrique Ste-Anne à Paris dans le service du professeur Soulairac sur ordre du préfet de police de Paris. (...) »*.

Mme Nicole Dumez explique que pour des raisons de santé, elle a été obligée de se faire hospitaliser à l'hôpital Broussais.

*« Souhaitant avant tout me reposer afin de me rétablir rapidement et étant importunée par des visites d'une relation éloignée, j'ai demandé au personnel d'interdire les visites de cette personne. Devant mon refus de voir cette personne, celle-ci m'a brutalisée en présence d'infirmières du service à la suite de quoi des internes du service m'ont dit :* " On ne peut pas vous garder dans ces conditions, on va vous transférer à l'hôpital Ste-Anne. (...)

*Je suis rentrée dans le service chirurgie de l'hôpital Ste-Anne. Le 26 au soir, j'ai subi l'ablation d'un ovaire. Je ne vois pas pourquoi l'ablation d'un kyste à l'ovaire a nécessité mon internement en hôpital psychiatrique sans mon consentement et les raisons pour lesquelles j'y suis maintenue »*.

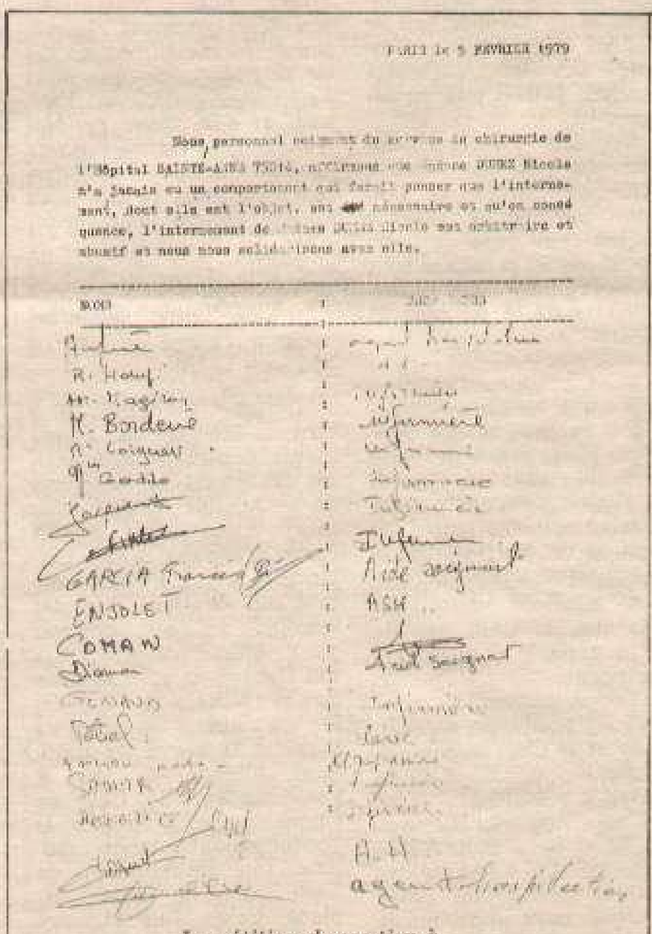
Mme Dumez a passé 10 jours en chirurgie à Ste-Anne puisque son état nécessitait une opération urgente.

Le personnel soignant de ce service dans une pétition adressée aux autorités administratives *« affirme que le comportement de Mme Dumez ne justifie en rien sa présence dans un établissement psychiatrique et qu'il s'agit d'un internement arbitraire et abusif »*. (Cf : pétition ci-jointe).

Devant ce nouvel internement arbitraire et abusif, le groupe Information-Asiles, soutient Mme Dumez dans sa demande de sortie immédiate et il a saisi aux mêmes fins qu'elle le tribunal de grande instance de Paris et le procureur de la République.

*GIA (Groupe Information-Asiles)*

*Ecrire à son journal : Psychiatrisés en lutte PB 447 04 75161 Paris Cedex 04*


PARIS le 5 FEVRIER 1979

*La pétition de soutien à Nicole Dunez signée par le personnel de l'hôpital Ste-Anne.*

LES EDITIONS DU CENTENAIRE PRESENTENT

## « Hua Guofeng, successeur de Mao Zedong »

APRES LES deux ouvrages biographiques sur Mao Zédong et Zhou Enlai, les Éditions du Centenaire viennent de publier dans la « Petite bibliothèque chinoise » un livre consacré à Houa Guofeng. Traduit du chinois, cet ouvrage est composé d'une suite de témoignages dressant le portrait de Houa Guofeng au travers de l'histoire de la Chine de ces cinquante dernières années.

**Houa Kouo-Feng**

**successeur de Mao Tsé-toung**

A la lecture de cette biographie, une impression domine qui devient vite une certitude : Houa Guofeng (Houa Kouo-feng), aujourd'hui président du Parti communiste et premier ministre de l'État chinois, n'est pas seulement le plus haut cadre dans la hiérarchie, il est aussi et avant tout un homme, un de ces hommes formés dans les zones libérées de Yenan et dans les maquis anti-japonais qui n'ont jamais ménagé leur peine et consenti à d'énormes sacrifices, porté par un idéal élevé sans pour autant verser dans l'utopie.

A 17 ans, Hua Guofeng quitte sa famille pour rejoindre les maquis. Là, il apprendra à se battre, mais aussi à réfléchir sur les tâches de l'heure et de l'avenir. Militant communiste exemplaire, il acquiert très vite de hautes responsabilités dans l'organisation de la résistance au Hunan où sa compréhension des principes de la guerre populaire de Mao Zédong lui valurent de nombreuses victoires.

En 1949, à la Libération, Hua Guofeng fera ses premières armes dans la vie civile. Les difficultés sont nombreuses, les compétences encore rares. Les cadres, souvent inexpérimentés, doivent se forger dans la pratique. Pour lui, les problèmes ne se règlent pas derrière un bureau et le socialisme ne se construit pas seulement à coups de directives, aussi justes soient-elles. Adepte des enquêtes à la base, il passera le plus clair de son temps à arpenter la province, rencontrer les hommes, discuter avec eux de leurs espoirs et de leur difficultés, recueillir des données concrètes sur place.

En 1959, Hua Guofeng est nommé secrétaire du comité provincial du Parti. Il représente la plus haute autorité du Parti au Hunan. Mais il ne deviendra pas un rond-de-cuir pour autant. Il restera un cadre mobile, présent sur le terrain, appliqué à connaître les choses dans leur réalité et leur profondeur. Soucieux du retard économique dans lequel se trouve son pays, conscient — pour la partager quotidiennement — de la pauvreté des masses populaires, Hua Guofeng soutiendra tout ce qui contribue au progrès et au développement de l'économie, mais en restant fermement attaché aux principes socialistes et en s'opposant avec force à toutes les velléités de restauration du capitalisme.

En 1969, Hua Guofeng rentre au Comité central du Parti. Ses nouvelles tâches l'appelleront de plus en plus vers la capitale. Mais à Pékin comme ailleurs, nous retrouvons l'homme avant le dirigeant avec la simplicité, la modestie et la cordialité qui le caractérisent. L'ouvrage se termine un soir de printemps 1974, quand Hua Guofeng, tenant par la main sa plus jeune fille, vient assister en simple père de famille à une réunion de parents d'élèves et s'asseoit, anonyme, au fond de la classe, à côté du vieux paysan qui lui demande son nom...

D'aucuns y verront peut-être un panégyrique « officiel » ; mais, derrière les mots, on trouve la Chine vivante et ceux qui, connus ou anonymes, militants de base ou dirigeants, ont traversé un demi-siècle d'histoire en cherchant à la transformer.

En vente dans les librairies *« Les Herbes sauvages »*, 70, *rue de Belleville* - Paris 20e. *« La Force du Livre »*, 33, rue René Leynaud, Lyon 1er et par correspondance à : E-100, 24, rue Philippe de Girard Paris 10e. Prix : 29 F (Ajouter 2 F pour participation aux frais de port).

## ECHOS *des entreprises et quartiers*

*La cité de transit de Gennevilliers (Photo HR)*

# La lutte se poursuit dans les cités de transit

LES contacts se multiplient entre les cités de transit de St-Denis, Pierrefitte, Stains. Des luttes se mènent actuellement sur plusieurs fronts :

— Contre les expulsions : une résidente de la cité du Moulin Neuf à Stains est menacée d'expulsion. Motif : doit 4 000 F à l'ODHLM. Les résidents des trois cités se mobilisent et décident d'aller demander des comptes Après plusieurs heures de discussion, le responsable de l'ODHLM est obligé de reconnaitre qu'il ne trouve aucune trace justifiant le paiement d'une telle somme. La résidente doit en fait 520 francs ! Mais la décision d'expulsion n'est pas encore annulée : la lutte continue.

— Contre les mises en tutelle et parrainages éducatifs (*) (un nouveau projet de loi qui vise à enlever de plus en plus les enfants à leurs parents, pour qu'ils échappent à un milieu soi-disant déficient).

— Les résidents de la cité de Pierrefitte ont besoin d'un local pour se réunir, discuter, mettre en place des activités (alphabétisation notamment). L'ODHLM et la mairie le leur refuse. Qu'importe, ils l'ont squatté, aménagé, et inauguré par une grande fête, fin janvier.

— *Radio-prolo* continue à émettre tous les mercredis soir sur 98 MH. Cette radio est ouverte à tous ceux qui luttent, on peut intervenir directement ou par téléphone (823 73 88).

— L'idée d'un meeting sur le logement qui permettrait d'informer sur les problèmes de tous les mal-logés reste à l'ordre du jour. La prochaine réunion aura lieu le vendredi 16 février à 20 h 30 au centre culturel Floréal à St-Denis. Toutes les associations de locataires ou comités de lutte des cités sont invités à y participer. En attendant le meeting, une marche de protestation est prévue début mars contre les cités ou les foyers ghettos.

*Correspondant local St-Denis*

(*) C'est le juge pour enfants qui sur proposition de l'aide sociale à l'enfance ou d'associations spécialisées pourrait seul décider de confier l'éducation d'un enfant à un ou des parrains. Lui seul, en effet, parait compétent pour décourager les candidatures insuffisamment motivées et donner une garantie au parrainage. La procédure serait simplifiée par rapport à l'adoption puisque les liens ne seraient pas rompus avec la famille naturelle. L'enfant continuerait de porter le nom de ses parents. Mais le parrain exercerait l'autorité parentale, qui lui serait confiée par le juge, après consultation des parents.

Souvent, en effet, le délaissement à un caractère fortuit : logement trop exigu, chômage, maladie prolongée, mésentente conjugale... Ce sont les misères de la vie, plus souvent que la sécheresse de cœur ou le manque d'affection, qui ont conduit au délaissement de l'enfant.

On peut penser que bien des pères ou des mères, qui se trouvent dans l'incapacité de procurer à leur enfant les soins dont il a besoin, accepteraient de transférer à d'autres, mieux qualifiés et mieux pourvus, la responsabilité de leur éducation, ceci sous la seule réserve de ne pas couper le lien filial : un droit de visite et de correspondance permettrait le maintien des liens affectifs entre l'enfant et ses parents et grand-parents.

*Extrait de la proposition de loi tendant à la création du parrainage éducatif*

# Grève illimitée à l'usine Libaron de Vauvert (Gard)

CONSERVE Gard (capitaux Crédit agricole) a acheté, il y a peu de temps, l'usine de Libaron (conserves) au groupe Nestlé-Sopad. Cette usine emploie 132 titulaires et occupe 350 saisonniers pendant trois mois de l'été.

Conserve Gard a mis comme condition à ce rachat que Nestlé-Sopad se débarrasse au préalable de tous les cadres, agents de maitrise et employés administratifs — soit 36 personnes — et son PDG n'a donné aucune garantie au personnel restant, quant à la sécurité de l'emploi.

Apprenant cela, le comité d'entreprise du syndicat CFDT a sorti un tract s'adressant aux travailleurs où il est dit : *« A Libaron, nous avions un emploi, un salaire, des garanties d'augmentation, qu'aurons-nous à Conserve-Gard ? Une seule certitude : 36 de nous ne seront pas repris. Aujourd'hui, nous ne pouvons accepter d'être bradés comme notre usine. La vente s'est faite sans que nous en soyons informés et entendus. Conserve-Gard doit nous garantir à tous notre emploi, notre salaire, nos avantages acquis ».*

Cela fut dit aux patrons au cours d'une réunion et les représentants syndicaux eurent une réponse : il faut chercher un terrain d'entente.

Lors d'une autre réunion, il leur fut précisé que Conserve-Gard ne reprend par les 132 personnes et que les travailleurs repris le seront sans leurs avantages acquis.

Voyant cela, le syndicat CFDT appelle tous les travailleurs à manifester leur indignation face à ces propos.

L'appel des travailleurs : *« Nous disons non au régime et à l'ambiance de travail adaptés à la réputation de M. Bertreux, PDG Conserve-Gard.*

*Nous ne sommes pas des moutons, nous ne permettrons pas qu'on nous traite comme tels.*

*Aussi la CFDT appelle tous les travailleurs à une grève illimitée à partir de demain et aussi longtemps que les accords que l'on va proposer aux directions ne seront pas signés, c'est-à-dire maintien de tous les emplois, maintien des avantages acquis, pour une négociation véritable ».*

La grève a commencé le lendemain matin, avec assemblée générale des travailleurs. La popularisation s'est faite rapidement et déjà de nombreuses entreprises apportent leur soutien aux grévistes.

*Correspondant local*

# Nouvelles attaques contre les enseignants

Après :

— la fermeture de nombreuses écoles normales ;

— la suppression des stages de formation continue en primaire et en maternelle ;

— les non-remplacements de plus en plus fréquents même pour les congés de longue durée ;

— les heures supplémentaires imposées à nos collègues d'éducation physique et sportive et généralisées à la prochaine rentrée à tous les enseignants ;

— le projet d'amputation des vacances ;

C'est maintenant le tour des IREM (institut de recherche sur l'enseignement des mathématiques), communiqué du ministère au directeur des IREM le 23 janvier 1979 :

*« A compter de la rentrée 1979-1980 les enseignants stagiaires des IREM ne bénéficient plus d'aucune heure de décharge (ni effectives ni en heures supplémentaires). Des décharges de service pourront être attribuées à des enseignants formateurs dans la mesure où existera un effectif de stagiaires bénévoles.*

*Selon leurs effectifs, certains IREM seront fermés, d'autres regroupés. Il va de soi que les crédits alloués seront calculés en conséquence ».*

Nous avons toujours réclamé une formation continue pour tous les enseignants et la généralisation des IREM (1re expérience de formation continue) à toutes les autres disciplines. La mort des IREM, c'est la négation du droit des enseignants à la formation continue.

Panneau fait par des enseignants de mathématiques du lycée H. Wallon à Aubervilliers.

## Angers

# Les travailleurs sociaux ont obtenu le paiement de leur bourse

*Communiqué à la presse des écoles de :*
*— Educateurs spécialisés,*
*— Assistants sociaux,*
*— Educateurs de jeunes enfants,*
*— Conseillères en économie sociale et familiale.*

SUITE à l'occupation de la DDASS du jeudi 8 février 1979, par 150 personnes des écoles de travailleurs sociaux d'Angers, une délégation a été reçue par le directeur de la DDASS, Monsieur Morat.

Après négociations, M. Morat s'est engagé par lettre signée à ce que le paiement des bourses soit effectif le jeudi 15 février (les fonds ayant été débloqués par la ministère).

Notre mouvement a donc été suspendu, mais nous restons vigilants quant à l'application de ces engagements.

Cette action reste pour nous une étape de notre lutte : elle nous permet de subsister avec 6 900 F par an au maximum.

Notre principal objectif demeure l'obtention du statut de travailleur social en formation (salaire, droit syndical, droits sociaux des travailleurs, etc.), comme tout travailleur.

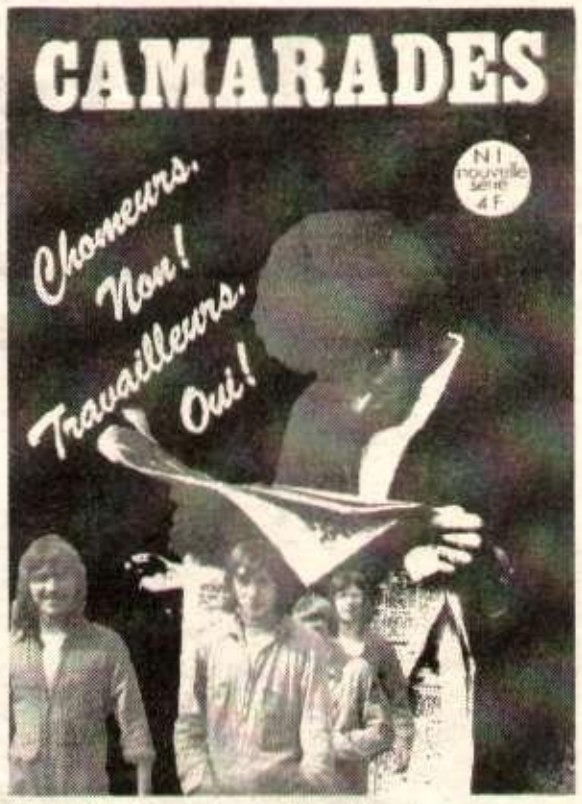
*Les travailleurs sociaux en formation*

## BLOC-NOTES

### PARIS
### Soirée Larzac

**Cette soirée aura lieu le jeudi 15 février à 20 h. (date limite de paiement du premier tiers provisionnel et aura pour thème le refus 3 % de l'impôt. Débats, bal folk.**

**Elle est organisée par les comités Larzac de la région parisienne (14, rue de Nanteuil - 75015 Paris, tel 531 43 38) et aura lieu à la Mutualité. On peut apporter ses papiers militaires. Participation aux frais : 10 F.**




*Ce numéro est toujours disponible. Passez vos commandes à l'Humanité rouge en précisant « Pour camarades » - le numéro : 4 F.*

**Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs**

*Sur vos lettres adressées à L'Humanité Rouge, n'oubliez pas de mentionner: rédaction ou administration*

*Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste*

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

*(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).*

**l'humanité rouge**

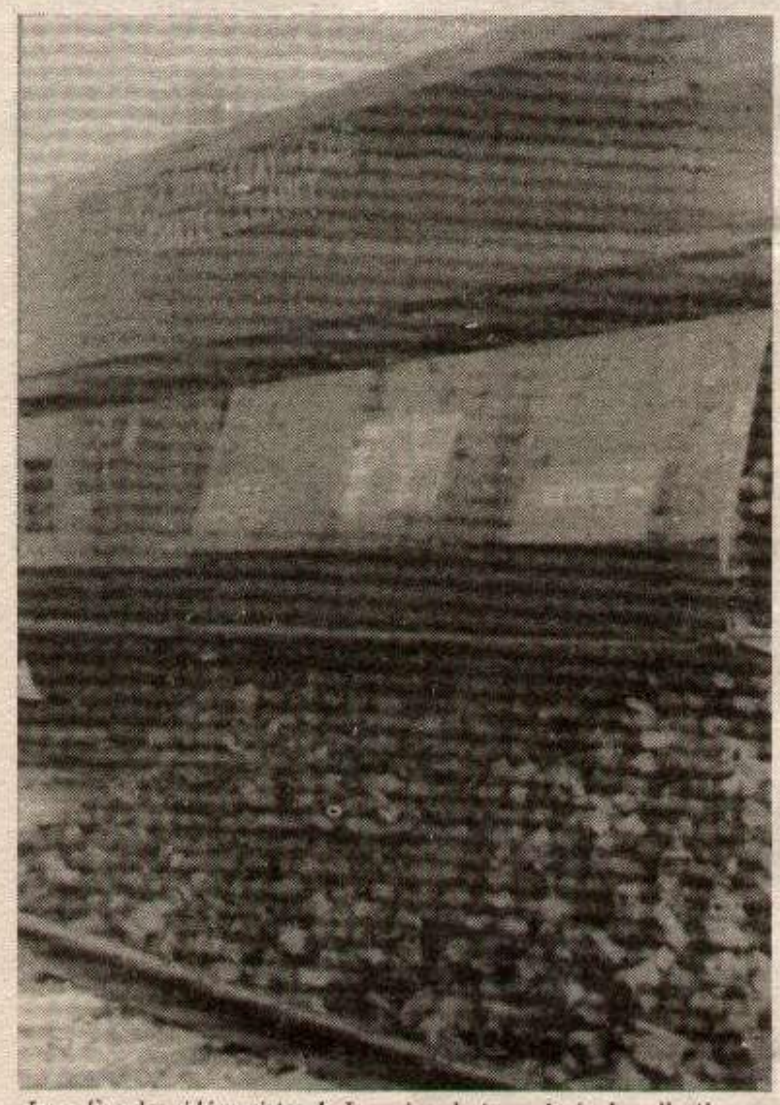
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

## Longwy, Vallée de l'Orne, Vallée de la Fensh ...

# Le temps de la colère

**LONGWY : 7 000 licenciements à USINOR, à la Chiers, aux Forges de Gorcy. Vallées de la Fensch et de l'Orne : 9 000 licenciements chez Sacilor-Sollac. A ces chiffres, il faut ajouter la remarque suivante : autour d'un emploi de sidérurgiste, il y a trois autres emplois de travailleurs. Ce sont ainsi environ 50 000 emplois que les maitres de forges ont décidé de supprimer, à un moment où la Lorraine compte déjà 60 000 chômeurs.**



*La colère des sidérurgistes de Lorraine s'est exprimée dans l'action de déchargement de minerai sur la voie Paris-Luxembourg*

Où en est-on aujourd'hui en Lorraine après l'annonce de cette énorme masse de licenciements ? De façon raccourcie on peut dire que c'est aujourd'hui le temps de la colère et des premières escarmouches. La grande bataille ne s'est pas encore engagée, mais elle s'annonce.

Colère, tel est bien le mot en effet. Voilà des milliers d'hommes et de femmes qui voient tout leur avenir qui se bouche, le leur et celui de leurs enfants. Partir ? Pour aller où ? Le chômage est partout présent. Certains avaient commencé à faire construire des maisons, ils ne pourront pas les revendre pour s'en aller. Qui viendrait s'installer à Longwy ? Un tunnel noir, c'est à cela que ressemble pour eux le licenciement. Cet employé de Sacilor qui nous parle, devenu militant syndical, a prévenu sa femme : « Quand les lettres de licenciement arriveront, tu ne me verras plus. Je serai 24 heures sur 24 au syndicat. Je n'aurai plus rien à perdre. » Il y a peu de temps encore, c'était un employé confiant dans les promesses du patronat. Ils sont nombreux comme lui.

Cette colère a commencé à s'exprimer, sous des formes diverses : quand un millier de travailleurs ont attaqué le commissariat de Longwy par exemple, mais aussi par l'approbation très largement répandue des « opérations coups de poing », telles que l'occupation de la sous-préfecture de Briey.

### PREMIERES ESCARMOUCHES

Occupations de locaux, blocage de voies ferrées, déversement de minerai sur la voie ferrée, telles sont les actions caractéristiques qui ont marqué la situation. Actions assez minoritaires par le nombre, certes, mais ayant la sympathie de la population. Il s'agit, à travers elles, d'affirmer que les sidérurgistes ne se laisseront pas licencier sans lutter, de populariser cette volonté de résistance.

Mais dans les rangs des sidérurgistes les plus actifs, on ne s'y trompe pas : la vraie bataille n'a pas encore commencé. Elle s'engagera quand l'action dans les entreprises sidérurgiques démarrera. A l'heure actuelle, c'est la mobilisation, pas la guerre.

La grève dans les entreprises qui vont licencier en masse, à Longwy notamment est l'objet d'avis partagés ; il est vrai qu'elle serait d'une efficacité limitée pour frapper les profits patronaux car les entreprises tournent au ralenti. Mais ne sera-t-elle pas malgré tout absolument nécessaire pour réaliser la mobilisation de la masse des travailleurs ? Et en tout cas, la grève à la Sollac, entreprise qui tourne à fond, ne porterait-elle pas un coup aux profits du patronat ? De cela, les syndicalistes de lutte de classe en sont bien conscients.

La bataille commencera réellement quand l'action s'engagera dans les entreprises, mobilisant des milliers de sidérurgistes. Si les actions actuelles préparent cela, alors elles auront bien rempli leur rôle. Telle est bien en tout cas la conception qu'en ont la plupart des militants syndicalistes actifs que nous avons pu rencontrer.

### LES LEÇONS DE THIONVILLE...

Les idées justes font leur chemin, les travailleurs tirent les leçons des échecs, cela est vrai dans la sidérurgie comme ailleurs. En 1977, le patronat avait gagné à Thionville. Un millier de sidérurgistes de Thionville se sont retrouvés mutés à Longwy et ont discuté autour d'eux des causes de l'échec. Les syndicalistes CFDT de Longwy ont attentivement lu et étudié les textes qui analysaient les raisons de l'échec. Les raisons en incombent pour une bonne part aux responsables CGT qui s'étaient toujours opposés à ce qu'une action efficace s'engage.. Dans la pratique, une leçon est déjà tirée : il faut refuser de se laisser enfermer dans le cadre d'activités démobilisatrices qui épargnent le patronat. Sans doute, bien d'autres leçons seront-elles tirées aussi, notamment concernant la nécessité de la démocratie de masse pour réaliser une large mobilisation.

### VERS UN TOURNANT

La vraie bataille s'engagera-t-elle ou bien en restera-t-on à des escarmouches, peut-être violentes, mais qui demeureront des escarmouches ? Ce qui est sûr, c'est que les sidérurgistes CFDT que nous avons pu rencontrer ont bien l'intention que la grande bataille ait lieu.

Quand s'engagera-t-elle à Longwy et ailleurs en Lorraine ? Bien malin qui pourrait répondre à cette question. Ce qui est sûr, c'est que des événements importants pour l'avenir vont avoir lieu cette semaine.

Le 16 février, la grève s'installera dans toutes les entreprises sidérurgiques à l'appel des Fédérations nationales CFDT et CGT. L'idée est largement répandue qu'il faut une journée de grève effective, avec des actions puissantes et efficaces. Si, du côté des Fédérations on est silencieux sur les suites du 16, s'il semble bien qu'on veuille en faire une copie de ces grèves de 24 heures qui ont déjà eu lieu quatre fois ces derniers mois, par contre, parmi les syndicalistes des entreprises sidérurgiques, on affirme volontiers que l'on prépare déjà le 17.

Et l'on dit aussi, à juste titre, qu'il y aura urgence à ce que la bataille s'engage.

*Pierre BURNAND*

## Journalisme ... policier

AH, bien sûr, lorsqu'il s'agit de verser une larme sur le triste sort des sidérurgistes, Giscard lui-même et la presse bien-pensante ne le dédaigne pas... On veut faire humain, n'est-ce-pas ? Mais dès que les sidérurgistes en question passent à l'action et affirment avec force leur refus des manœuvres ministérielles visant à les liquider sans trop de problèmes, alors c'est une toute autre chanson. Pour preuve ce qu'écrit *France-Soir* de M. Hersant au sujet de l'occupation de la sous-préfecture de Briey : *« Une question se pose maintenant : quels étaient les organisateurs et les exécutants de cette opération de commando ? Le sous-préfet doute qu'il s'agisse de sidérurgistes, ou au moins uniquement de sidérurgistes. Les autorités régionales de Nancy et celles de Paris, avaient, semble-t-il, reçu dans l'après-midi d'hier des indications selon lesquelles cent ou cent-cinquante membres de groupes autonomes seraient venus de Paris en Lorraine pour y mettre à profit la tension sociale actuelle ».*

Et voilà ! Vous vous demandiez à quoi pouvait servir l'intoxication organisée ces dernières semaines autour des « autonomes » ? Maintenant vous les savez. A organiser une autre intoxication, contre les luttes ouvrières.

En fait d'« autonomes », les occupants de la sous-préfecture du Briey étaient des travailleurs de la sidérurgie, ouvriers, employés, jeunes, âgés hommes et femmes. Il y avait même là un certain nombre de cadres.

Ces « autonome »-là, il y a peu, étaient des « pères tranquilles » comme on dit. Quand le journalisme va puiser aux sources des services de police, cela donne *France-Soir*.

## Cela sert qui ?

DANS les jours qui ont suivi la manifestation d'un millier de travailleurs de Longwy sur le commissariat, un certain nombre de responsables du PCF et de la CGT ont affirmé à qui voulait bien les entendre qu'il y avait eu des « provocateurs » qui étaient à l'origine des événements.

On a même pu voir un responsable CGT juger bon de proférer de tels propos devant les caméras de télévision. Ce à quoi, René Huin, secrétaire adjoint de la sidérurgie lorraine CFDT lui répondit fort justement que, quant à lui, il n'avait vu là que des travailleurs.

Voudrait-on, par de telles rumeurs, tenter de discréditer la volonté de lutte des travailleurs ? Cherche-t-on par tous les moyens à jeter le discrédit sur ce qui ne rentre pas dans l'optique prévue par certains responsables de la CGT ? Ou bien veut-on ainsi écarter le délicat problème de l'utilisation de la police municipale contre les travailleurs... quand le maire est membre du PCF, comme c'est le cas à Longwy ?

Quelques jours plus tard, toujours sur les antennes de la télévision, Michel Olmi, secrétaire de l'union locale CGT prenait la lourde responsabilité de déclarer au sujet de l'occupation de la sous-préfecture de Briey par une centaine de sidérurgistes CFDT : *« Pour nous, l'action n'est pas de casser pour le plaisir de casser... Nous ne sommes pas d'accord avec cette action d'autant plus que ce ne sont pas des actions qui recueillent l'assentiment des travailleurs et de la population ».*

Que des responsables CGT ne soient pas d'accord avec l'occupation de la sous-préfecture, c'est évidemment leur droit. Ceci dit, ce n'est pas une raison pour tenter de la discréditer par tous les moyens, y compris le mensonge *« casser pour le plaisir »)*. Quant à l'avis des travailleurs, Michel Olmi aurait dû le recueillir à Usinor, par exemple. Il y aurait appris que cette action était bien vue parmi eux. Enfin, il faudrait qu'il explique la différence qu'il y a entre l'occupation de la sous-préfecture par des sidérurgistes CFDT et le déchargement de plusieurs tonnes de minerai de fer sur la voie ferrée par des militants CGT ?

Michel Olmi ne serait-il pas animé de la volonté malsaine de chercher à discréditer à tout prix tout ce qui ne cadre pas avec ses conceptions ? Cela n'est vraiment pas conforme à la nécessaire unité des sidérurgistes. Surtout lorsqu'on trouve bon de recourir à la télévision pour cela.